L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Cie, Imprs en Chambre No 73, Rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 26 OCTOBRE 1861.

G. F. WEISSE, F. LIBERT. N. DUFOUR, G. HARRY. Rédacteurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,
VENDREDI MATIN, 25 OCTOBRE.

Abonnés à la campagne.

Les personnes de l'Amérique pour autorité à nous voir leur abonnement à $ 5, soumis à raison de 25 cents pour les dix numéros. On paiera une portion.

Vendre à Pontcall dans Jour.

Par D. H. Mc phy, au gale du coq Point, Lafayette, succursale et l'ouest.

Par R. Turpin, au magasin No 113, rue de la Course—sont de vin, vin, &c.

La question du coton.

Le coton étant la principale produit du Sud et servant de base au crédit public, quels qui à détient d'exporter complètement en ce pour sur les plantations. C'est, d'après lui, un article de l'*Economiste du Midi*, qui a été le signal de la réouverture des publiques en sujet de Pembargo, et Pon disait qu'on eut d'ordre secret pénétrant en quelque sorte de politique a été accompagné à différents jalonnant, sur plusieurs d'entre eux reconnaissant la nécessité de modifier ce que la mesure générale, il y a quel que temps, avait de trop entière.

En faisant remarquer la contradiction que nous croyions avoir aperçue dans les principes de *Delta* sur ce sujet important, nous n'exprimions pas dans le but inutile de mettre un membre en opposition avec lui-même; notre objet était de signaler ce qu'il y a de dangereux à adopter précipitamment des mesures absolues et de mettre en garde le pays contre un renversement trop subit qui nous semblait de nature à blesser bien des intérêts. Pas importe donc que le *Delta* ait ou n'ait pas été de cour qui soutenaient que si la Confédération n'était pas reconnue et si le blocus n'était pas levé, il ne fallait pas permettre qu'une seule balle de coton sortît du Sud. Quelques journaux ajoutaient même qu'il fallait empêcher l'exportation par le Mexique, de peur que l'Angleterre ne se trouvât satisfaite de ce moyen d'éluder le blocus.

Au fond, nous admettons la force des arguments présentés par le *Delta* dans sa réponse à notre article. Il serait injuste et inapplicable de refuser à un native étranger qui aurait acheté, en courant le risque d'une confiscation, les objets dont nous avons le plus grand besoin, la faculté de s'en retourner avec ces emplettes des produits du pays qui serait emporté pour le compte des acheteurs étrangers. Mon sentiments à cet égard n'ont jamais changé, car nous disions dans un article publié dans notre numéro du 10 juillet

"Si nous voulons que l'Angleterre et la France insistent pour obtenir un accès libre à nos ports, il ne faut pas commencer par déposer les nôtres, tenons à rangers en mettant nous-mêmes des entraves à la liberté des transactions commerciales. Nos cotons doivent être à la disposition des acheteurs étrangers sur nos places d'exportation; à cette condition seulement nous pourrons espérer que ceux-ci feront des efforts sérieux pour venir les chercher et pour leur assurer une libre sortie."

Un mois plus tard, le 14 août, traitant de la proposition d'accaparement du coton par le gouvernement, nous nous exprimions ainsi :

"Ce serait un rôle très nouveau et très impolitique que celui qui consisterait à pour le gouvernement des Etats Confédérés, vis-à vis des puissances qui ont besoin de coton, en accaparateur qui dicte ses conditions et menace, si on ne les accepte pas, d'incendier nos cotons pour jeter un vilain tour aux manufactures européennes et à leurs gouvernements."

Mais, comme nous le disions avant-hier, ce n'est pas pour faire pièce aux acheteurs étrangers que des mesures ont été prises afin d'éviter la consommation du coton dans les ports, c'est pour empêcher qu'il ne tombe au pouvoir de l'ennemi. Lorsqu'il sera constaté que le Blocus de Nouvelle-Orléans, par exemple, ne devient plus le plus léger risque d'être capturés par les Fédéraux, il n'y aura plus aucune raison de maintenir l'embargo ni pour l'entrée ni pour la sortie des cotons.

Ce sera l'affaire des planteurs de s'entendre pour ne pas encombrer le marché, et ne pas occasionner une rapide dépréciation de leurs produits. Jusque là on se trouve placé dans un dilemme assez difficile à résoudre. Si le marché est ouvert aux acheteurs, il faut qu'ils y trouvent les assortiments que leur conviennent, et il faut conséquemment autoriser l'envoi des cotons à la Nouvelle Orléans. Comment limiter ces envois dans une proportion raisonnable? C'est là qu'est la difficulté. Le gouverneur ne peut se constituer juge en pareille matière, il assumer le pouvoir dangereux et arbitraire de donner ou de refuser des permis. Il n'y a pas de milieu possible entre une prohibition ou une liberté absolue.

La seule ressource serait un accord entre les planteurs pour n'envoyer qu'une proportion convenue de leur récolte. Or, il est très difficile d'arriver à la réalisation d'un pareil arrangement, *libre* par l'intervention d'un pouvoir coercitif. Cependant, il faut aviser aux moyens de sortir d'embarras, et comme il y a beaucoup d'esprits et même ici, et comme il y a beaucoup d'esprits sérieux, nous apportons complètement l'idée d'une convention de planteurs et de fabricants de coton de tous les Etats Confédérés. Nous avons nous-même suggéré, il y a plusieurs mois, la réunion d'une assemblée de délégués. Les intéressés sont plus aptes à décider la meilleure politique à suivre que ceux qui les gouvernent qu'en point de vue théorique. La Nouvelle-Orléans, qui reçoit la moitié de la récolte annuelle, peut paraît devoir être le lieu le plus propice pour la tenue d'une convention semblable.

Les questions à traiter par cette convention seraient celle de la conscription à l'emprunt confédéré, celle des avances à obtenir soit du gouvernement avec l'autorisation de produire soit des banques et des capitalistes, celle de la restriction de la culture du coton en cas de prolongation de la guerre et du blocus, enfin celle de l'embargo et de la levée du blocus.

Au commencement de blocus, nous considérions la nécessité pour le Sud de vendre son coton comme tellement impérieuse, que nous exprimions l'espoir de voir le gouvernement et les planteurs faire les plus grands sacrifices pour assurer la sortie de ce précieux produit. Nous pensons que pour arriver à réaliser deux cent millions de dollars, on s'habituerait pas à dépenser dix pour cent de cette somme pour déboucher nos ports. Vingt millions employés en vue de mal dernier à acheter en Europe ou à faire construire ici des steamers et des navires blindées auraient assuré le libre accès de nos cotons, et c'est une économie relativement que celle qu'on a faite en payant cette matière. On a compté sur l'intervention de l'Europe, sans réfléchir que c'était au Sud à prendre à faire les premiers frais pour détruire le blocus. Aujourd'hui qu'on n'est occupé de l'avenir, on ne doit et devoir d'y remédier. *Mais* il ne faut pas de demi mesures et voilà pourquoi nous croyons notre opinion sur les planteurs et les fabricants européens des désirs à une Convention spéciale, à laquelle pleins pouvoirs seraient donnés pour agir de concert avec le gouvernement.

L'ouragon de bloom.

Deux autres nouvelles des Fonsels

Nous avons eu le plaisir hier soir de revoir les amis du Dr Lefebvre, qu'il était depuis longtemps à la Nelle Orléans, et qui, placé d'arrivée du Barcelonie, après être resté vingt jours prisonnier à bord de la corvette fédérale *Colorado*, attendait à l'embarcadère du blocus. Le Dr. Lefebvre était parti pour la Havane avec quelques jours d'avance sur nous, et après avoir franchi les différents qui l'y avaient retenu, s'embarquait le 26 septembre à bord de la goélette *Joseph W. Tracy*.

On arrive fut pris le lendemain, à quelques milles de la baie de Barataria, par le *South Carolina*, appartenant à bonne de chasse, et l'équipage, les officiers, ainsi que les passagers (Le Dr. Lefebvre, M. Théodore Lewis, frère du général Lewis, et M. Agnew) transférés à bord du vapeur américain, où ils furent traités et très bien avec les plus grands égards, et où ils rencontrèrent M. Soulé-Soulé, M. Slidell et M. Faulkner, qui arrivaient eux-mêmes prisonniers à bord de la goélette *Isaïde*.

Le Dr. Lefebvre est persuadé de Québec même, communiqué au *South Carolina* et de remettre à son sujet au *Delta*, appuyant de nouveaux de passeport fournis et des formalités indiquées dont il était muni. L'officier répondit qu'il devait d'abord visiter l'embarcation des passagers, qui se trouvait à bord de la frégate *Minnesota*, mais vingt minutes d'entretenir après que les passagers fût accomplie.

Le Dr. Lefebvre et ses compagnons furent alors conduits à bord de la frégate, où ils furent reçus à bras ouverts par les officiers et les soldats du fort Livingston qu'ils connaissaient presque tous. Après avoir passé trois jours au fort, MM. Lefebvre et Fernandez se sont embarqués sur le petit steamer *Bat*, dans le canal de Barataria et sont arrivés hier soir à la Nlle-Orléans. Ils ont dû se présenter au quartier du général Lovell qui était absent, et qui recevra leur rapport aujourd'hui.

Le Dr Lefebvre a entendu les officiers de l'escadre parler entre eux du combat entre le commodore Hollins et les bâtiments américains. Bien qu'ils se montrassent très réservés en ce présence, il a compris néanmoins qu'ils blâmaient hautement le commandant de Richmond qui avait fait devant nos petits navires, et qui, selon eux, justifiait un combattre en disant qu'il avait quitté son mouillage afin d'éviter les bombes. Il paraît que les marins de l'escadre de blocus craignent beaucoup ces bombes et qu'ils ont peu d'espoir de leur échapper si on les force de revenir sur la terre. Quoiqu'il en soit, on croyait à bord de la flotte que le capitaine de *Richmond* passerait devant un conseil d'enquête.

On dit encore de blocus n'est été coulé par le *Manassas* ? Le Dr Lefebvre n'a pu le savoir, mais il croit, malgré l'assertion contraire des officiers de l'escadre, que le *Perdu* a disparu sous les feux après avoir reçu la terrible coup de tête du *Manassas*. Il n'a pas eu effet reçu de nouvelle. *Le Richmond*, le *Vincennes* et le *Water Witch* n'avaient nouvelle aucune, et l'on croyait généralement que le blocus était bloqué dans l'un des deux endroits indiqués dans les dépêches de Virginie Occidentale contre les espions du gouvernement. Wise qui tenait à rester maître absolu.

Lorsqu'il se vit arrêter il songea de la saisir dans un tas nouveaux à la propriété littéraire encore.

LE PROJET D'ACCAPAREMENT DU COTON.—M. Mouminger, secrétaire du Bureau des Etats Confédérés, vient de se prononcer formellement contre la proposition faite de substituer le gouvernement, substitué de tout le coton de la Confédération. Le *Richmond Examiner* se déclare hostile à cette vaste spéculation et il la complètement sur la manière dont il a réussi sous les engagements présentés au travers de la proposition. Nous avons toujours été opposé, pour notre part, à un pareil projet et nous croyons que nous qui chercheront à la repousser en mettant en gouvernement un service pour lequel il n'est pas fait et qui ne peut que lui faire beaucoup de mal.

Mission de Kentucky.—Les Sudrons du Nord, emprisonnés et déportés, rapidement en cela en deux mots.

Washington est muet, dit l'un d'eux. Mais on sait qu'Abraham de Mississippi et de Missouri? Est-ce que les conférences ne sont pas interrompues? Est-ce que les conférences ne sont pas interrompues? Est-ce que les conférences ne sont pas interrompues